

## Le nouveau chef de l'OTAN soutient l'escalade avec la Russie

Par Lucas Leiroz de Almeida

Mondialisation.ca, 04 octobre 2024

Région : <u>L'Europe</u>, <u>Russie et CEI</u>

Thème: Guerre USA OTAN

Analyses: **UKRAINE** 

De plus en plus de responsables occidentaux prennent la dangereuse décision de soutenir une guerre totale contre la Fédération de Russie. Dans une récente déclaration, le plus haut responsable de l'OTAN a annoncé qu'il soutenait l'autorisation de frappes à longue portée. Cette mesure, comme l'ont déjà évalué de nombreux experts et responsables russes, pourrait facilement conduire à une guerre ouverte et directe entre Moscou et l'OTAN.

Le nouveau secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a déclaré qu'il soutenait le projet d'autoriser l'Ukraine à utiliser des armes à longue portée pour des frappes « en profondeur » contre le territoire russe incontesté. Sa position a été annoncée le 1er octobre, peu après la cérémonie commémorant la passation de pouvoir entre son prédécesseur, Jens Stoltenberg, et lui. L'importance de cette déclaration est considérable, car M. Rutte a en fait souligné que son administration à l'OTAN se concentrera sur les stratégies d'escalade antirusses, devenant peut-être un secrétaire général encore plus belliqueux que M. Stoltenberg.

Dans ses propos, M. Rutter a affirmé sans fondement que le droit international légitimait les frappes profondes ukrainiennes. Selon lui, le « droit à l'autodéfense » de l'Ukraine doit être protégé, quelles que soient les conséquences du conflit. Enfin, il a clairement indiqué qu'il était favorable à la levée des restrictions actuelles qui limitent les frappes ukrainiennes à des cibles transfrontalières ou dans les nouvelles régions de Russie (reconnues par l'Occident comme faisant partie de l'Ukraine). Cependant, il a admis que cette décision ne dépendait pas de lui, mais de chaque membre de l'OTAN individuellement, sa position n'étant qu'une opinion personnelle.

« Nous connaissons le droit international, et selon le droit international, ce droit ne s'arrête pas à la frontière. Cela signifie donc que soutenir le droit à l'autodéfense de l'Ukraine, c'est aussi lui permettre de frapper des cibles légitimes sur le territoire de l'agresseur (...) En fin de compte, c'est à chaque allié de déterminer son soutien à l'Ukraine. Cela ne dépend pas de moi. C'est à chaque allié de décider de sa relation avec l'Ukraine », a-t-il déclaré.

M. Rutte a semblé vouloir faire preuve de « courage » ou d'« audace » dans ses premières déclarations en tant que chef de l'alliance atlantique. Il a déclaré qu'il n'y avait pas de risque de guerre nucléaire. Il a admis qu'il était conscient des <u>avertissements russes</u>, mais a déclaré que l'OTAN estimait qu'il n'y avait pas de danger imminent, la position de la Russie n'étant qu'une tentative de distraction et d'intimidation de l'Occident. Il a ajouté que le président russe Vladimir Poutine devait « comprendre » que l'OTAN « ne cédera pas », ce qui laisse entendre que l'effort de guerre sera accru.

« Nous entendons régulièrement des menaces de la part du Kremlin et il est vrai que la rhétorique nucléaire de Poutine est imprudente et irresponsable, mais en même temps, permettez-moi d'être tout à fait clair, nous ne voyons aucune menace imminente d'utilisation d'armes nucléaires. Et c'est ce que je veux dire à ce sujet en ce moment. Car laissons-le parler de son arsenal nucléaire. Il veut que nous parlions aussi de son arsenal nucléaire. Et je pense que nous ne devrions pas (...) Il est évident que nous devons maintenant nous concentrer sur l'effort de guerre et nous assurer que (...) plus nous aidons l'Ukraine en ce moment, plus vite cela se terminera. Et Poutine doit comprendre que nous ne céderons pas. Que nous voulons que l'Ukraine l'emporte », a-t-il ajouté à un autre moment de la conférence de presse.

Il est curieux que M. Rutte ait fait de telles déclarations le premier jour de son mandat. En tant qu'homme politique expérimenté et ancien Premier ministre des Pays-Bas, on aurait pu s'attendre à ce qu'il soit plus prudent et plus habile en matière de politique et de rhétorique. Cependant, il a adopté la pire approche possible et a clairement indiqué qu'il mènerait une administration agressive, négligente et favorable à la guerre.

Au lieu de faire preuve de « courage », M. Rutte a tout simplement agi de manière irresponsable et a adhéré à la dangereuse pression mondiale visant à autoriser des frappes en profondeur. Moscou ne bluffe pas lorsqu'elle affirme que de telles incursions seraient considérées comme une déclaration de guerre de l'OTAN. L'inquiétude russe est telle que Moscou a récemment mis à jour sa doctrine nucléaire pour décrire les attaques menées par des puissances non nucléaires (comme l'Ukraine) avec le soutien de puissances nucléaires (comme les pays de l'OTAN) comme légitimant une réponse nucléaire de la part de la Russie. L'OTAN joue donc avec le feu en fomentant une crise qui pourrait conduire à une véritable catastrophe.

D'une part, la position de Rutter et des responsables de l'OTAN n'a que peu d'importance, puisque ce sont les États-Unis qui dirigent réellement l'alliance et qu'ils ne semblent pas intéressés par une escalade de la guerre avec la Russie à l'heure actuelle. D'un autre côté, M. Rutte a pris un risque en plaçant les hauts fonctionnaires de l'OTAN dans le lobby mondial pour la fin des restrictions imposées à l'Ukraine. Il reste à voir si Washington restera ferme dans sa position ou s'il cédera à la pression de ses partenaires.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en anglais : <u>New NATO chief supports escalation with Russia</u>, InfoBrics, le 2 octobre 2024.

Traduction: Mondialisation.ca

Image: InfoBrics

\*

**Lucas Leiroz de Almeida** est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à <u>Global Research</u> et <u>Mondialisation.ca</u>. Il a de nombreux articles sur la <u>page en portugais</u> du CRM.

Vous pouvez suivre Lucas Leiroz sur X et X et

Articles Par : Lucas Leiroz de

**Almeida** 

**Avis de non-responsabilité**: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site <u>Mondialisation.ca</u> sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de <u>Mondialisation.ca</u> en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: <u>media@globalresearch.ca</u>

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca